

Revue de presse sur la situation au Soudan et en Norvège– situation des réfugiés soudanais

Extrait d'un article de l'OBS du 28 Juin 2016

<http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/migrants/20160628.OBS3524/la-france-expulse-des-refugies-s-fuyant-leur-pays-en-guerre.html>

Pire, certains réfugiés sont reconduits dans leur pays d'origine alors même que celui-ci est en guerre. Cette pratique est totalement illégale car elle viole l'article 3 de la Convention européenne des Droits de l'Homme qui précise que "nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou des traitements inhumains ou dégradants".

"Nous savons que quelques Soudanais ont été renvoyés dans leur pays, à Khartoum, car les autorités françaises estimaient que la capitale du Soudan ne présentait pas de danger particulier. En réalité, ces personnes ont probablement subi des traitements inhumains à leur retour", s'alarme David Rohi. "Au Soudan, comme en Syrie ou en Erythrée, les réfugiés qui ont fui leur pays s'exposent, lorsqu'ils reviennent, à des actes de torture ou à des exécutions."

Extrait d'un article du Monde du 5 Mai 2017 sur la chronique d'un Génocide annoncé.

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/05/05/soudan-du-sud-les-derniers-assieges-du-royaume-shilluk_5122830_3212.html

C'est « l'une des pires guerres en Afrique », s'alarment les responsables de l'ONU au sujet de la guerre civile déclenchée en décembre 2013 au Soudan du Sud. Possiblement plus meurtrière que la crise syrienne, au Proche-Orient. Des experts évoquent le nombre de 300 000 victimes en seulement trois ans et demi de conflit.

En réalité, personne ne sait, personne ne compte. Ce drame oublié se joue à l'abri des regards. Les Nations unies relèvent depuis des mois les signes d'un « génocide imminent ». Parmi les plus affectés, les Shilluk, l'une des quarante ethnies de ce pays de 11,5 millions d'habitants, le plus jeune Etat de la planète.

Dans l'ancien Etat fédéré du Nil Supérieur, berceau de ce peuple, le conflit est à son paroxysme.

France 24, reportage sur le Soudan : un nouveau Rwanda ?, du 6 Avril 2017

<http://www.france24.com/fr/20170406-soudan-sud-conflit-famine-epuration-ethnique-nuer-refugies-camps-ouganda-ONU>

Article de MSF (Médecins Sans Frontières) sur le Soudanais dans l'enfer de la Jungle de Calais, article du 30 Septembre 2016

<http://www.msf.fr/actualite/articles/etre-soudanais-jungle-calais-quitte-enfer-en-trouver-autre>

Extraits ;

Comme les autres migrants soudanais de la Jungle, ce jeune de 28 ans, ancien détenu au Darfour (région de l'ouest du Soudan, de la taille de la France), a connu de terribles souffrances dans son pays et tout au long du voyage qui l'a mené ici. Il appartient à l'ethnie des Fours et a été détenu pendant plus de quatre mois, torturé et menacé par les forces gouvernementales parce qu'il avait participé à des manifestations réclamant des actions politiques et la fin des discriminations.

l « On nous traite comme des criminels »

Les années de violence et de peur dans son pays d'origine, et les terribles conditions de vie dans la Jungle lui ont fait perdre presque tout espoir. Mais, malgré tout, Abdel Aziz veut continuer de croire que les autorités proposeront une meilleure solution aux réfugiés.

Sur le site de «Diplomatie.gouv » avec les « conseils aux voyageurs »

Pour le Soudan :

La situation sécuritaire dans les cinq États fédérés du Darfour reste très instable. Les tensions persistent dans les camps de déplacés et dans les villes. Toute cette région (les cinq États du Darfour) est soumise à de fortes restrictions de circulation de la part des autorités locales. Des combats entre forces gouvernementales et forces rebelles s'y déroulent de manière récurrente ; parallèlement on assiste à un accroissement des heurts intercommunautaires et à une recrudescence d'actes de violence de nature criminelle (vols de véhicules, attaques à main armée, prise d'otages...). La force hybride des Nations Unies et de l'Union africaine a elle-même été prise pour cible à plusieurs reprises, de même que les travailleurs humanitaires.

Il est rappelé en outre que les autorités règlementent strictement l'accès aux États du Kordofan Méridional et du Nil Bleu (régions limitrophes du Soudan du Sud), en raison de la poursuite de combats dont l'intensité ne se dément pas.

En conséquence, il est formellement déconseillé aux Français de se rendre dans les cinq États du Darfour ainsi que dans les États du Kordofan Méridional et du Nil Bleu et dans une partie du Kordofan septentrional (cf. carte).

Les voyages dans la région du Djebel Ouanat - zone désertique frontalière située entre l'Égypte, le Soudan et la Libye - et dans le parc naturel de Dinder, dans l'Etat de Sennar, sont également formellement déconseillés.

SUR KARTOUM plus précisément

LIENS établissant le bien fondé de nos craintes :

<https://www.amnesty.org/fr/countries/africa/sudan/report-sudan>

<https://sudantribune.com/spip.php?article62208>

<https://www.frontlinedefenders.org/en/case/mudawi-ibrahim-adam-detained>

Pour le Soudan du Sud :

Les déplacements au Sud-Soudan sont fortement déconseillés pour les raisons suivantes :

- climat général d'insécurité ;
- une criminalité violente et diffuse en hausse, sur les axes routiers et jusque dans la capitale, où des attaques crapuleuses de « compounds » ont été rapportées ;
- absence de services de soins satisfaisants.
-

SUR LA NORVEGE

LIEN établissant le bien fondé de nos craintes

<https://www.amnesty.org/en/countries/europe-and-central-asia/norway/report-norway/>